

L'ambition de Juncker pour la zone euro fait sourire

EUROGROUPE Les ministres des Finances de la zone euro réunis à Tallin

► Le vœu de Juncker de voir tous les pays de l'Union rejoindre la zone euro ne fait pas l'unanimité.

► Non seulement chez les membres du club, mais aussi parmi les potentiels candidats.

TALLIN
DE NOTRE CORRESPONDANTE

Le langage est certes moins fleuri que celui de Mark Rutte, le Premier ministre néerlandais, qui a qualifié le président de la Commission européenne de « romantique » en réponse à ses idées sur le futur de la zone euro, mais l'esprit y est. Les ministres des Finances de la zone euro trouvent le Luxembourgeois trop entreprenant envers les pays qui n'utilisent pas encore la monnaie unique. Juncker a dit rêver que dans l'année et demie, les derniers électeurs libres aient rejoint la zone euro.

Mais certains d'entre eux ont « peu d'appétit » pour elle et « je ne crois pas qu'ils puissent être forcés ou poussés, je ne pense pas que ce soit sage ou réaliste », a dit d'emblée le président de l'Eurogroupe (club des argentiers de la zone euro), Jeroen Dijsselbloem, à l'issue d'une réunion de ministres des Finances, vendredi à Tallinn. Le ministre allemand, Wolfgang Schäuble, a quant à lui carrément averti qu'intégrer un pays qui ne remplissait pas les critères de convergence requis pour devenir membre pourrait mettre « en danger la stabilité de l'union économique et monétaire », rappelant au passage le désastre que cela avait été pour la Grèce.

« Je ne crois pas qu'ils puissent être forcés ou poussés »

JEROEN DIJSSSELBLOEM, PRÉSIDENT DE L'EUROGROUPE

« Personne ne sera forcé », a assuré le commissaire européen à l'Économie, Pierre Moscovici, quand son compatriote de la Banque centrale européenne, Benoît Coeuré, a quant à lui rappelé qu'il est bien

« stipulé dans les traités » que tous les États membres de l'UE qui n'ont pas de dérogation spécifique « sont supposés » rejoindre ce club dès qu'ils en remplissent les critères.

Le débat ressemble finalement à celui de l'œuf ou de la poule. Alors que Juncker veut voir l'élargissement aboutir pour le lendemain du Brexit, Bruno Le Maire, le ministre français, a, quant à lui, estimé que pour que l'élargissement de la zone euro soit un succès, « on a avant tout besoin de plus d'intégration ».

L'œuf ou la poule, le come-back quand il s'agit du calendrier de réformes promis par Juncker (un ministre européen des Finances, une ligne budgétaire pour la zone euro dans le budget européen...). « On devrait commencer par l'autre bout. Au lieu d'avoir un débat principalement sur le côté institutionnel, parlons de ce qui manque à la zone euro en termes de compétitivité, de résilience et de solidarité. Je pense qu'il faut commencer par les problèmes et terminer avec le débat institutionnel », tranche sans détour Dijsselbloem.

Les petites délégations, de manière générale, ont insisté sur la nécessité de mettre d'abord en œuvre tout ce qui avait déjà été décidé et semblent généralement accueillir de manière glaciale l'idée d'une révolution. Et il semble bien qu'elles ne se laisseront pas dicter un agenda ou un tempo par les plus grandes. ■

ÉLODIE LAMER

VACANCE

Battu aux élections, Dijsselbloem veut terminer son mandat

C'est une des grandes inconnues de ces derniers mois qui semble enfin avoir été écartée : que fait-on de Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe (le cénacle des ministres de la zone euro) une fois qu'il aura été bouté hors du gouvernement néerlandais dans la prochaine coalition ? Les règles, et certains ministres

y sont très attachés, dictent en principe que leur président doit être l'un des leurs. Cela fait des semaines que les partis politiques néerlandais tergiversent pour former un gouvernement. La raclée des socialistes aux élections néerlandaises les exclut des discussions. Mais comme elles tirent en longueur, il y avait une sorte d'espoir que l'arrivée d'un nouveau ministre néerlandais et la fin de mandat de Dijsselbloem à l'Eurogroupe, en janvier, se téléscopent. Dans toutes les circonstances « mon intention est de rester jusqu'à la fin », a dit le Néerlandais. Reste que sa situation actuelle de bienveillant du cénacle européen deviendra intenable du moment qu'il n'aura plus de salaire ministériel. C'est la presse espagnole, dont le ministre des Finances, Luis De Guindos, est un candidat historique au poste, qui l'a révélé : la paie de Dijsselbloem pendant la période intérimaire pourrait venir du fonds de sauvetage de la zone euro, le MES. Un comble, juge la presse espagnole, pour celui qui avait ouvertement moqué les pays du Sud en difficulté, les accusant d'avoir brûlé leurs euros en femmes et en alcool. Mais puisqu'on ne peut pas lui demander de travailler pour rien, figure-t-il bien parmi les options envisagées la possibilité d'un per diem du MES, de même qu'une certaine « infrastructure » (téléphone, ordinateur...) pour lui permettre de faire son boulot.

Un précédent pour un futur président permanent de l'Eurogroupe ? Rien n'est moins sûr et mûr à ce stade. Il faudra toutefois bien trouver un remplaçant à Dijsselbloem. Des candidats avancent déjà leurs pions. Reste qu'à long terme, Paris, Berlin et la Commission, même si dans des contours différents, rêvent d'un vrai ministre des Finances pour la monnaie unique. Berlin va plus loin, en voulant lui conférer le droit de veto sur les budgets des États membres. Une idée qui terrifie, en Belgique.

E.L.R

diagonale La démocratie à très petits pas

Jean-Claude Juncker a annoncé dans son discours de mercredi sur l'état de l'UE cinq paquets législatifs sur des enjeux majeurs qu'il souhaite voir aboutir d'ici la fin de l'actuelle législature européenne (mai 2019). Après le « paquet commerce » présenté jeudi par les commissaires Katainen et Malmström, c'est la « démocratie » qui a eu les honneurs vendredi, servie pour le coup par le vice-président Frans Timmermans. C'est le résultat fortuit des arrangements pratiques et des agendas, mais les mauvais esprits auront tout de même constaté que le commerce est passé avant la démocratie dans la présentation des priorités de la Commission...

On attendait du lourd. On a eu du léger. Le paquet se résume aux modifications de deux législations existantes, sur l'initiative citoyenne et sur le financement des partis européens. L'initiative citoyenne, instituée par le traité de Lisbonne, permet à des citoyens, s'ils rassemblent un million de signatures de sept États Membres, de demander à la Commission d'envisager une nouvelle législation. Frans Timmermans propose d'abaisser de 18 à 16 ans l'âge minimum pour y participer valablement, et plus de soutien technique à l'organisation de ces consultations (il y en a eu 47, dont seules quatre ont atteint le million, et deux ont été jugées recevables par la Commission.) Quant aux partis politiques européens, la Commission va rectifier quelques « bugs », de manière à éviter la création – et le financement avec des fonds UE – de partis confidentiels ou fantômes, et afin d'adapter la répartition des fonds à la représentativité électorale des partis.

« On aurait pu dire tant de choses, en somme... », a-t-on dit à M. Timmermans en conférence de presse, en lui énumérant tous les enjeux démocratiques largement débattus ces derniers temps et qui demandent des réponses : les listes transnationales ou la fusion des fonctions de président de la Commission et du Conseil, pourtant prônés par Jean-Claude Juncker dans son discours ; les instruments inopérants pour maintenir l'état de droit (en Pologne et Hongrie) ; les velléités référendaires de la Catalogne indépendantiste étouffées par l'État central espagnol... « Vous avez raison, ce que je propose sont des petits pas, nous a répondu le vice-président de la Commission. Devrait-on proposer un grand renouvellement de la démocratie européenne ? Peut-être. (...) Mais la démocratie s'améliore aussi à petits pas. » De très petits pas, en effet, qui ne relanceront pas vraiment la démocratie européenne. Mais alors pourquoi en avoir annoncé un « paquet » ? ■